

Israël, 75 ans d'histoire et de crises

4/4

PROCHE-ORIENT

Le 14 mai 1948, David Ben Gourion proclamait la création de l'Etat israélien. Septante-cinq ans plus tard, qu'est devenue l'utopie sioniste? Comment la mémoire palestinienne de la « Nakba », la « catastrophe », perdure-t-elle? Et surtout, qu'est devenu Israël?

A la recherche des traces de la « Nakba »

L'exode de 1948, où 80 % de la population palestinienne ont été déplacés, a été un événement traumatique dans l'histoire nationale de la Palestine. S'il est aujourd'hui largement reconnu par les historiens, sa mémoire est toujours conflictuelle.

REPORTAGE

SAMUEL FOREY
ENVOYÉ SPÉCIAL À SHLOMI

Deux bâtiments de pierre ocre, abandonnés, encore debout malgré les éboulements et les lézardes qui les traversent comme des cicatrices, veillent au milieu des herbes folles. Le premier, haut, au toit de tuiles rouges surmonté d'un petit clocher sans cloche, est terminé par une abside d'un bel arrondi. C'est une église grecque. L'autre édifice, ramassé comme un félin prêt à bondir, est coiffé d'un petit dôme avec, dessus, des arcades figurant une mosquée en miniature. C'est un sanctuaire musulman.

L'église serait grecque orthodoxe; quant au sanctuaire, nul ne sait pourquoi ni en quel honneur il a été dressé ici. Rien ne l'indique, sur ce terrain vague, dans la zone industrielle de Shlomi, petite ville au nord d'Israël, tout contre la frontière avec le Liban. Aucun panneau, aucun signe, aucun passant.

Rien ne rappelle que sur ces pentes fertiles se tenait un village prospère, Al-Bassa, dont l'existence semble avérée depuis l'âge du Bronze, et qui a abrité toutes sortes de populations, toutes sortes de religions, a survécu aux empires et aux nations – exemple même de l'histoire de cette terre : « La Palestine avait une population remarquablement stable depuis la période néolithique (...), une population diverse et multiculturelle et une identité à plusieurs niveaux, ancrée dans un passé ancien », écrit l'historien palestinien Nur Masalha dans son livre *La Nakba de Palestine* (éditions Zed books, non traduit). Ce que traduit la présence de ces monuments chrétien et musulman, à quelques mètres l'un de l'autre.

Les choses changent au XX^e siècle. Selon l'historien britannique Matthew Hugues, nombre d'habitants ont été massacrés par des soldats britanniques en représailles à la mort de quatre membres des Royal Ulster Rifles, dont le camion a sauté sur une mine en 1938, pendant la grande révolte arabe. Une vingtaine de villageois ont été passés par les armes. Puis une vingtaine d'autres ont été mis à bord d'un bus, dont le chauffeur a reçu l'ordre de rouler sur une mine très puissante. Le village a ensuite été brûlé. Ce fut l'une des pires atrocités de la révolte.

La fin d'une histoire multimillénaire

Le 14 mai 1948, jour de la proclamation de l'indépendance de l'Etat d'Israël, le village, 4.000 personnes à l'époque, fut à nouveau attaqué par les miliciens de la Haganah, qui ont débarqué depuis la Méditerranée, à cinq kilomètres vers l'ouest. Nombre d'habitants avaient déjà fui. Mais pour l'historien Nafez Nazzal, d'autres villageois, les plus vieux, ont été entassés dans l'église alors que les plus jeunes étaient fusillés au-dehors. Les autres ont été complètement expulsés un an plus tard, en mai 1949, vers le Li-



ban.

Ainsi se termine l'histoire multimillénaire d'Al-Bassa, dont le nom provient du cananéen *Bissah*, les marais – et qui perdure aujourd'hui dans le village communautaire de Betzet, non loin –, et commence celle de Shlomi, fondé par des immigrants juifs de Tunisie et du Maroc, sur la colline à l'opposé de la frontière. C'est l'un des quelque 500 villages détruits lors de la *Nakba*, comme l'appellent les Palestiniens, si l'on compte les localités bédouines du sud du pays. Ce furent 700.000 personnes qui prirent le chemin de l'exil. Le mot se traduit par « catastrophe ».

Le village est devenu une ville. La ville est devenue prisée. Les prix ont été multipliés par quatre en dix ans. Les Israéliens présentent ce septentrion à taille humaine, dans un paysage verdoyant, loin de la folie *high-tech* de Tel-Aviv ou de la cité de pierres de Jérusalem. Shlomi s'étend et grimpe vers le nord – la frontière. Mais le tissu urbain contourne les ruines de l'église et du sanctuaire comme l'eau d'un torrent coule autour d'un roc. Ici, comme un secret de famille, personne ne sait ce qu'elles signifient. Personne ne veut en parler. Même 75 ans après la *Nakba*. Le sujet est toujours sensible : en avril 2014, des descendants de résidents d'Al-Bassa ont voulu célébrer un baptême dans l'église. Ils l'ont fait sous les huées des habitants.

Un héritage systématiquement effacé

Pire encore : avec la droïtisation de la société israélienne, c'est devenu plus difficile d'aborder le sujet, selon la chercheuse israélienne Noga Kadman, autrice du livre *Effacé de l'espace et de la conscience* (éditions de l'université de l'Indiana, non traduit) : « Depuis ces vingt dernières années, il y a un discours croissant à ce sujet parmi les Juifs (bien que toujours en marge) et les Palestiniens en Israël, et la réaction du gouvernement est d'essayer de l'interdire, par exemple dans les livres scolaires. Personne ne connaissait le mot *nakba*, avant, en Israël. Maintenant, c'est une expression commune. »

Cet héritage palestinien a été systéma-

tiquement détruit et effacé du paysage. Comme à Al-Bassa, des localités juives ont été construites sur les ruines. Les sites ont été renommés. Une peinture biblique, renvoyant à l'histoire juive au profit des autres, a été ajoutée. D'autres lieux ont été ensevelis sous les forêts plantées par le Fonds national juif, qui « a joué un rôle clé dans l'expulsion de masse de 1948 et le mémoricide d'Etat de la *Nakba* », estime Nur Masalha, qui s'est attaché à étudier la préméditation et l'état d'esprit sioniste dans les dix années qui ont précédé la « catastrophe ».

Les archives palestiniennes, privées comme publiques, ont été volées. Celles qui avaient été sauvegardées au Centre de recherche palestinien, à Beyrouth, ont été détruites lors d'un raid israélien dans la capitale libanaise, en 1982. Plus tard, en 2001, le gouvernement a confisqué les archives conservées dans la Maison d'Orient, une institution palestinienne à Jérusalem-Est.

Cette chasse aux archives concerne les Israéliens eux-mêmes. Akevot, l'Institut pour la recherche sur le conflit israélo-palestinien, basé à Haïfa, s'emploie à explorer des archives difficilement accessibles.

Symbole de la puissance de l'armée en Israël, les archives nationales contiennent quelque 3 millions de documents tandis que les archives militaires représentent, elles, plus de 14 millions d'actes. Pour les premières, environ 15 % sont accessibles au public. Alors que seuls... 0,36 % des secondes sont ouvertes.

Pour Lior Yavne, le directeur de l'institut ouvert en 2014, ces chiffres montrent que le conflit est toujours en cours. L'un de ses combats : « Chaque nation a son histoire officielle. Nous voulons raconter une histoire basée sur des faits. » La petite équipe a notamment enquêté sur la loi militaire imposée aux Palestiniens juste après la guerre de 1948, et qui a prolongé la *Nakba*, notamment l'appropriation de terres et d'autres déplacements de population.

La déclassification des documents est un processus complexe. « Le texte de la loi est assez libéral, mais son application est difficile. Malgré un accès ouvert au

bout de 25 ans pour les réunions confidentielles du gouvernement ou 30 ans pour les dossiers de la police par exemple, il n'y a pas de déclassification automatique. Ce qui est ouvert doit être lu d'abord. Et il n'y a que trois personnes au service des archives militaires, une façon comme une autre de compliquer l'accès », poursuit Lior Yavne.

« Des archives disparaissent »

L'équipe s'est notamment concentrée sur le massacre de Kfar Qassem, en 1956, où une cinquantaine de civils palestiniens ont été passés par les armes des gardes-frontières israéliens. Cas connu, présenté comme un acte isolé, les enquêteurs d'Akevot ont tenté d'en savoir plus sur l'opération Hafarferet – « taupe » –, qui révèle un plan pour expulser les Palestiniens vers la frontière jordanienne. « On travaille le plus possible. On sait que les archives non utilisées ont tendance à disparaître... », ajoute le chercheur.

Comme un document de mars 1948 trouvé dans les années 1980 par Benny Morris, un historien israélien, selon lequel les expulsions de la « Nakba » avaient été à « 70 % l'œuvre d'opérations militaires juives ». Mais le document s'est évaporé et les archives sont à nouveau fermées. Akevot en a retrouvé une copie dans les archives d'un kibboutz. C'est à cette occasion que l'institut a entendu parler d'équipes de deux personnes qui allaient faire des recherches dans des archives privées... Avant de disparaître avec des documents. Après une enquête de deux ans, il s'est avéré que ces agents appartenaient à la division de la Sécurité intérieure au ministère de la Défense. Ils étaient chargés de nettoyer les traces portant sur le projet nucléaire israélien, les relations avec les pays du bloc de l'Est et... la *Nakba*.

Malgré tous ces efforts, la *Nakba* reste bien vivante dans l'esprit des Palestiniens. Par la mémoire orale et le travail des chercheurs, sa réalité émerge un peu plus, jour après jour. Pour amener à l'entière vérité, un jour ? Pour Lior Yavne et Akevot, « notre travail commencera vraiment quand le conflit sera terminé ».

Les archives de la « Nakba » ont « tendance à disparaître », selon les historiens qui travaillent sur le sujet. © AFP.